



COMMUNIQUÉ

Langues vivantes en CAP et bac professionnel Dimension culturelle et citoyenne effacée

Le 15 février, l'ensemble des organisations syndicales a été reçue à la Dgesco pour une concertation sur les projets de programmes de langues vivantes.

Le SNUEP-FSU y a dénoncé des projets de programmes trop centrés sur la culture professionnelle. Cet aspect est renforcé par une proposition d'évaluation excluant la vie courante et la vie citoyenne. Nous avons souligné l'accent mis sur l'utilisation du numérique comme une injonction pédagogique, frein à la liberté de choix des enseignant·es dans la conception de leurs cours. Cela générera aussi des inégalités selon les établissements et les territoires, très inégalement dotés en matériel informatique.

Enfin, nous avons démontré que les conditions d'enseignement, induites par le mixage des publics, l'hétérogénéité des publics, l'augmentation des effectifs – les dédoublements devenant anecdotiques – et, en CAP, les temps de formation variant de 1 à 3 ans au sein d'une même classe, ne pourront pas permettre l'individualisation exigée dans ces nouveaux programmes.

Cette concertation s'est tenue dans un temps record d'1h30 difficilement conciliable avec une étude sérieuse et approfondie des programmes de CAP et de bac professionnel. Le SNUEP-FSU rappelle que le rôle du lycée professionnel est de former des jeunes citoyen·nes épanoui·es aussi bien capables de s'insérer professionnellement que de réussir des poursuites d'études.

Le SNUEP-FSU demande une réécriture des programmes pour rendre à l'enseignement des langues vivantes sa dimension culturelle et ne pas l'astreindre à un outil uniquement au service des métiers préparés.

Paris, le 27 février 2019